

Прегледни чланак

УДК
Review articleTijana Živanović
Dejan Đorđević**GESTION DES VILLES EN CRISE – BELGRADE DANS LES ANNÉES
1990 ÉTUDE DÉMOGRAPHIQUE, SOCIAL ET ÉCONOMIQUE -**

Extrait: Cette étude expose les problèmes majeurs dans le fonctionnement de la ville au cours de la dernière décennie de 20^e siècle, et ce, afin de faire un diagnostic de la situation, mais également pour montrer qu'il est important de s'intéresser aux villes dans les régions en conflits et notamment à leur gestion, les habitants étant les principales victimes des dysfonctionnements. Pour éviter que cette étude soit seulement descriptive, nous tenterons aussi de souligner quelques modèles de "survie" ainsi que quelques réflexions sur l'avenir.

Mots clés: habitants, crise, vie, fonctionnement, Belgrade

Извод: Ова кратка студија приказује најважније проблеме функционисања града Београда у последњој деценији XX века. Након дијагнозе стања апострофирана је важност проучавања градова у регионима конфликта, посебно када се ради о питањима управљања градом и становништва које је увек примарна жртва сваке дисфункције у том управљању. Да би се избегла дескриптивност студије, она је допуњена како анализом неких "модалитета преживљавања", тако и неколиким рефлексијама будућности.

Кључне речи: становништво, криза, живљење, функционисање, Београд

Introduction

La ville de Belgrade occupe aujourd'hui un territoire égal à 3224 km², soit 322.200 ha dont 70% sont des terres cultivables; la superficie du noyau urbain est de 35.956 ha. Elle est constituée de 157 établissements situés dans 16 communes de taille très différente (de part leur superficie, le nombre d'habitants et la densité de la population). Parmi ces communes, les trois du centre ville (Stari Grad, Savski Venac et Vracar) sont les plus urbanisées et ne disposent pas de sol destiné à la production agricole. Selon le dernier recensement mené en 2002, la population de Belgrade était de 1.576.124 habitants. Parmi les dix-sept communes, dix sont des communes urbaines (Savski Venac, Stari Grad, Vracar, Vozdovac, Zvezdara, Rakovica, Cukarica, Zemun, Nouveau Belgrade et Palilula), les sept autres périurbaines (Obrenovac, Lazarevac, Barajevo, Sopot,

Mladenovac, Grocka et Surcin). La densité de la population est de 488,9 habitants/km² pour l'ensemble de la ville, mais elle est beaucoup plus élevée dans les communes urbaines, notamment celles du centre ville où la superficie est la plus réduite (19.462 habitants/km² dans la commune de Vracar, mais seulement 75,2 habitants/km² dans la commune périurbaine de Sopot).

Pour comprendre la problématique de gestion de la ville de Belgrade il faut prendre en compte aussi les spécificités de son espace. La position géographique, qu'on trouve aujourd'hui très intéressant de valoriser, a très tôt défini la fonction principale de la ville: une place militaire stratégique pendant des siècles. Du fait de cet héritage historique et à cause de l'absence d'une bonne politique urbaine pendant le dernier siècle, Belgrade n'a pas, par exemple, encore complètement "descendu" aux bords de ses deux rivières. Mais à part cette caractéristique, qui répond peut-être aussi à une certaine motivation esthétique, ce qui distingue Belgrade de bon nombre de capitales européennes, c'est aussi qu'elle a souvent souffert, et souffre encore, des périodes de destruction et de perturbation du cadre de vie de ses habitants.

L'urbanisme et l'aménagement du territoire à Belgrade et en Yougoslavie s'inscrivent largement dans le contexte politique qui, en règle générale, définit les tendances économiques, sociales, urbaines, etc. Pendant les 170 dernières années, Belgrade a vécu plusieurs systèmes politiques assez contrastés qui ont largement déterminé ses cycles de développements et de détériorations. Après le retrait de l'Empire ottoman en 1815, Belgrade devient la capitale de la Principauté de Serbie, puis, grâce au coup d'état de 1903, capitale du Royaume de Serbie. En 1918, après la Première guerre mondiale, Belgrade est la capitale du Royaume des Serbes, des Croates et de Slovènes (en 1929 renommé Royaume de Yougoslavie), et après la Seconde guerre mondiale elle est la capitale de la République Populaire de Yougoslavie (qui devient peu après la République Fédéral Socialiste de Yougoslavie). En 28 mars 1992 elle est devenue la capitale de la "troisième" Yougoslavie (République Fédérale de Yougoslavie) dont le système politique n'était autre qu'une dictature. Après la chute du régime de Slobodan Milosevic en octobre 2000, la Yougoslavie et sa capitale Belgrade entrent dans une nouvelle phase politique pas encore définie. Quant aux questions d'urbanisme et de gestion de la ville, tous les systèmes politiques ont, quand même, trois points communs: l'incontrôlable croissance démographique, le développement anarchique de la superficie construite et la mauvaise politique urbaine.

En mettant l'accent sur les difficultés de la vie quotidienne à Belgrade nous ressentons un certain sentiment de culpabilité pour n'avoir pas traité de ses aspects positifs. Malgré ses souffrances, Belgrade n'a jamais perdu sa vivacité, son esprit, son charme. Car ce sont aussi ses espaces verts, ses rues, ses plages, ses sites sauvages et cachés, son Université, ses théâtres, ses cafés et surtout les Belgradois qui sont l'âme toujours vivante de la ville.

Belgrade, capitale de la "troisième" Yougoslavie

Pendant la période 1945–1990 Belgrade a vécu la plus grande croissance démographique dans son histoire. Cette croissance était surtout mécanique (migrations) et dans une grande mesure spontanée mais la superconcentration de la population ne correspondait pas à la croissance économique, notamment la croissance industrielle. Pendant tout cette période et surtout à sa fin, le chômage, l'accès aux logements, l'infrastructure et les transports en commun étaient les problèmes les plus importants de la vie quotidienne à Belgrade. Ils étaient aussi plus importants à Belgrade que dans d'autres capitales des républiques yougoslaves – Ljubljana et Zagreb. De même pour le PNB et les salaires qui, entre 1977 et 1984, à Belgrade étaient en baisse et au-dessous des taux moyens de Yougoslavie et de Serbie, au-dessous des taux de Zagreb et Ljubljana.

Jusqu'en 1999 Belgrade n'a pas directement connu, mais elle a indirectement beaucoup souffert à cause des conflits en cours dans les autres régions de l'ex-Yougoslavie. Pendant cette période, la mauvaise situation économique et l'intérêt collectif subordonné à l'intérêt privé furent les principales causes de détérioration de son cadre de vie. On assiste ainsi à une ségrégation sociale très importante, à un dysfonctionnement des services urbains, à la désobéissance et au mépris de la loi, etc. Dès fois il est même difficile de faire distinction entre les causes et les conséquences.

La population

Le dernier recensement précédant les guerres date de 1991. La situation démographique a connu beaucoup de changement depuis et, notamment, à Belgrade. L'arrivée des réfugiés, la fuite des cerveaux, la diminution du taux de croissance à cause des difficiles conditions de vie ont perturbé l'évolution démographique naturelle de la métropole qui, malgré les difficultés, a déjà connu les tendances modernes telles que, par exemple, la déconcentration urbaine. Il ne s'agit pas seulement du changement des caractéristiques quantitatives de la population de Belgrade mais aussi qualitatives dont il est toujours difficile de mesurer les changements culturels et sociaux. Dans une situation caractérisée par le manque de moyens d'investigation et par la prégnance d'enjeux politiques très importants, l'analyse de la population belgradoise s'appuie plutôt sur les expériences des professionnels dans les différents domaines, puis les expériences personnelles d'habitants et quelques études sociologiques. Les statistiques officielles nous donnent aussi quelques informations importantes que, même s'il faut les prendre avec une certaine réserve, peuvent nous emmener à des conclusions intéressantes.

Тијана Живановић, Дејан Ђорђевић

Dans les périodes entre les recensements, l'Institut de statistiques est amené à faire les estimations annuelles à l'aide des taux consolidés des périodes précédentes et grâce aux informations obtenues auprès des établissements publics et privés (les mairies, les services publics, les hôpitaux, les entreprises etc.). Pour la période 1991–1998 les estimations pour la taille de la population de Belgrade étaient les suivants:

Tableau 1. La population de Belgrade dans la période 1991–1998

La commune	1991	1995	1996	1997	1998
Les communes urbaines					
Stari grad	70.791	68.300	67.800	67.300	66.700
Savski Venac	47.682	46.700	46.300	46.100	45.800
Vracar	69.680	67.800	67.300	66.700	66.200
N. Belgrade	224.424	234.200	234.200	234.000	233.800
Palilula	156.587	157.400	157.300	157.200	156.900
Zemun	181.692	181.100	181.100	181.100	181.100
Zvezdara	140.483	140.500	140.400	140.300	140.000
Vozdovac	161.376	160.000	158.900	159.400	158.800
Cukarica	154.632	160.700	161.000	161.100	161.200
Rakovica	97.752	99.200	99.400	99.600	99.600
Les communes périurbaines					
Obrenovac	70.324	71.000	71.000	70.800	70.800
Lazarevac	58.882	60.000	60.100	60.100	60.000
Mladenovac	56.389	56.800	56.700	56.500	56.300
Barajevo	21.647	22.000	21.900	21.900	21.700
Grocka	69.448	71.600	71.700	71.800	71.800
Sopot	20.527	20.200	20.100	19.900	19.800
Belgrade	1.602.226	1.617.500	1.616.100	1.613.800	1.610.500

A partir de données présentées dans le tableau nous pouvons voir que le nombre d'habitants a très peu évolué. Dans la plupart des communes urbaines il a diminué, seuls le Nouveau Belgrade, Palilula, Cukarica et Rakovica ont connu une légère augmentation de la population. Le taux de croissance a aussi diminué dans les communes périurbaines. Cette situation est encore plus étonnante si l'on prend en compte un nombre important de réfugiés arrivés à Belgrade, dont le nombre, jusqu'au fin 1998, s'élève à 233.646. La présence des réfugiés varie selon la commune d'accueil et l'on peut constater que la majorité d'entre eux fut accueillis dans les communes urbaines.

Les premiers réfugiés commencent à venir à partir de 01/05/91, la date correspondant au début de la guerre en Croatie. Depuis, on a connu plusieurs vagues de réfugiés, en fonction des opérations militaires dans les régions en guerre. L'arrivée la plus massive fut celle de 500.000 Serbes de la région de Kninska krajina

Tijana Živanović, Dejan Đorđević

en Croatie le 01 août 1995, après la perte définitive de cette région par l'armée yougoslave.

La plupart de réfugiés fut logée chez leurs proches (famille élargie ou amis). Mais beaucoup le furent également dans des abris provisoires (camps, gymnases ou autres établissements de moindre importance) dans les environs de la ville. La majorité des réfugiés est constituée de femmes. Quant à l'âge, la population la plus présente et la population active (28–64 ans).

Si l'on compare la population de Belgrade en 1991, auquel on ajoute le nombre de réfugiés arrivés jusqu'à fin 1998, avec l'estimation du nombre d'habitants pour l'année 1998 (le tableau numéro 11), on est amené à constater un décalage entre la population à attendre et la situation réelle:

Tableau 2. Décalage entre le nombre d'habitants attendus et la réalité

La commune	Le nombre d'habitants en 1991	Le nombre de réfugiés dans la période 01/05/1991-13/12/1995	Le nombre d'habitants (1991) et de réfugiés ensemble	Le nombre d'habitants en 1998 (estimés)	Différence 1998 – 1991	
					absolu	%
Stari grad	73.767	3.614	77.381	66.700	-7.067	(-),9,6
Savski Venac	47.682	9.067	56.749	45.800	-1.882	(-),3,9
Vracar	69.680	10.014	79.694	66.200	-3.480	(-),5,0
N. Belgrade	224.424	46.957	271.381	233.800	9.376	(+),4,2
Palilula	156.587	21.147	177.734	156.900	313	(+),0,2
Zemun	181.692	34.521	216.213	181.100	-592	(-),0,3
Zvezdara	140.483	20.116	160.599	140.000	-483	(-),0,3
Vozdovac	161.376	15.693	177.069	158.800	-2.576	(-),1,6
Cukarica	154.632	25.600	180.232	161.200	6.568	(+),4,2
Rakovica	97.752	14.783	112.535	99.600	1.848	(+),1,9
Obrenovac	70.234	7.244	77.478	70.800	566	(+),0,8
Lazarevac	58.882	4.268	63.150	60.000	1.118	(+),1,9
Mladenovac	56.389	2.377	58.766	56.300	-89	(+),0,2
Barajevo	21.647	5.101	26.748	21.700	53	(+),0,2
Grocka	69.448	11.241	80.689	71.800	2.352	(+),3,5
Sopot	20.527	1.903	22.430	19.800	-727	(-),3,5
Belgrade	1.602.226	233.646	1.835.872	1.610.500	8.274	(+),0,5

Source: Les communes en Serbie en 1999, l'Institut de statistiques de la République de Serbie, Belgrade, 1999

Le tableau proposé est assez simplifié et ne prend pas en compte la croissance naturelle de la population, mais il sert à découvrir un phénomène caractéristique lors des situations de conflit et/ou de crises économiques et sociales, celui de l'émigration. Il s'agit notamment d'une fuite de cerveaux très importante, dont les estimations pour Belgrade sont de l'ordre de 300.000 personnes. La majorité des émigrants est constituée de jeunes diplômés qui partent vers les pays développés ouverts à l'immigration qualifiée (Canada, Australie, Nouvelle-

Zélande) et de préférence anglophone, l'anglais étant la principale langue étrangère apprise à Belgrade. La plupart des jeunes part des communes urbaines et notamment de celles du centre ville où le niveau d'instruction est le plus élevé. La croissance naturelle joue, elle aussi, un rôle très important pour expliquer la diminution de la population. A l'exception des communes périurbaines de Rakovica et de Grocka, pendant la dernière décennie la croissance naturelle se caractérise par un taux négatif de croissance. Même si à la fin des années 1980 c'était déjà la tendance dans les communes du centre ville, dans les années 1991 ce phénomène devient la caractéristique commune pour l'ensemble de la ville (sauf les deux communes déjà évoquées). Les causes d'une telle situation doivent être chercher dans les conditions difficiles de vie qui, non seulement rendent difficile la décision de construire ou d'élargir une famille, mais aussi, contribuent au taux élevé de mortalité (mauvais alimentation, pauvreté, mauvais traitements médicaux, etc.). Un des phénomènes le plus inquiétant, quand même, est le taux de mortalité infantile, qui dans les communes les mieux équipés (commune de Savski Venac) s'élève à 30,3 enfants morts pour 1000 nouveau-nés (dans les pays industrialisés ce taux ne dépasse pas 7 infanys morts pour mille nouveau-nés)!

Tableau 3. La croissance naturelle à Belgrade en 1998

Commune	Nés (vivants)		Morts		La croissance naturelle		Infants morts	
	nombre	pour 1000 habitants	nombre	Pour 1000 habitants	Nombre	pour 1000 habitants	Nombre	pour 1000 nés vivants
Stari grad	511	7.7	1097	16.4	-586	-8.8	6	11.7
Savski Ven.	429	9.4	716	15.6	-287	-6.3	13	30.3
Vracar	491	7.4	1055	15.9	-564	-8.5	8	16.3
N. Belgrade	1884	8.1	2225	9.5	-341	-1.5	25	13.3
Palilula	1490	9.5	1807	11.5	-315	-2.0	24	16.1
Zemun	1923	10.6	1969	10.9	46	-0.3	20	10.4
Zvezdara	1289	9.2	1574	11.2	-285	-2.0	13	10.1
Vozdovac	1403	8.8	1916	12.1	-513	-3.2	24	17.1
Cukarica	1550	9.6	1625	10.1	-75	-0.5	15	9.7
Rakovica	986	9.9	938	9.4	48	0.5	5	5.1
Obrenovac	762	10.8	894	12.6	-132	-1.9	11	14.4
Lazarevac	630	10.5	699	11.7	-69	-1.2	5	7.9
Mladenovac	484	8.6	687	12.2	-203	-3.6	4	8.3
Barajevo	224	10.3	352	16.2	-128	-5.9	2	8.9
Grocka	732	10.2	655	9.1	77	1.1	3	4.1
Sopot	199	10.1	324	16.4	-125	-6.3	4	20.1
Belgrade	14987	9.3	18533	11.5	-3546	-2.2	182	12.1

Source: Les communes en Serbie en 1999, l'Institut de la statistique de la République de Serbie, Belgrade, 1999

Contrairement à la période précédente, les circonstances sociales et économiques évoquées, et leurs conséquences, ont presque fait disparaître le phénomène d'immigration rurale où provenant d'autres villes de Serbie.

La situation économique

Le découpage de l'ex-Yougoslavie a rompu le système économique dans toutes les anciennes républiques yougoslaves sauf la Slovénie qui avait tourné son économie vers l'Occident bien avant de quitter la fédération. En troisième Yougoslavie, cette rupture s'aggrave aussi du fait de l'isolation internationale imposée à cause, d'une part, de la participation du pays aux guerres en Croatie et Bosnie-Herzégovine, d'autre part, après la guerre au Kosovo et les bombardements.

Déjà au début des années 1990, l'économie de la nouvelle Yougoslavie, et de Belgrade bien entendu, est marquée par une lacune des moyens matériels et financières, résultat de l'absence d'échanges économiques avec l'extérieur et d'investissements militaires très importants. Une telle situation a aussi contribué à la baisse du pouvoir d'achat de la population et à une banqueroute rapide provoquant la perte de l'argent épargné pour un grand nombre de Yougoslaves. Pour remplir les caisses vides, et sans se préoccuper des intérêts de la population, le régime a fait adopter la loi de privatisation, donnant lieu ainsi à une économie de marché maladroite, dont le bénéficiaire principal fut le régime lui-même.

Avec l'arrivée des premières sanctions internationales au début de l'année 1993, presque un tiers des salariés se retrouve en "congé forcé" ("prinudni odmor") de duré indéterminé dont la seule différence avec le chômage est la possibilité de reprendre le travail quand la situation s'améliore. Pendant plusieurs mois le salaire moyen cette année-là était de 0,8 Euros et la retraite de 0,5 Euros le taux d'inflation approchait un milliard pour cent. En même temps, les réserves nationales en produits alimentaires et en énergie se vident, ce qui fut le signal définitif que la sécurité des citoyens n'était plus la priorité de l'Etat. A partir de ce moment les habitants furent obligés de chercher d'autres moyens d'existence, notamment de manière informelle.

L'économie informelle s'est développée à Belgrade à partir de la revente de produits alimentaires, d'essence et de cigarettes importées des pays voisins: la Hongrie, la Roumanie, la Macédoine et la Bulgarie. Contrairement à la période précédente, où l'économie informelle était très peu présente, le profil des nouveaux "commerçants est très diversifié – des analphabètes aux docteurs en sciences. Pour la plupart des belgradois, le passage à ce type d'activité était la seule solution afin d'assurer le minimum vital pour eux et leur famille. D'un autre côté, l'Etat a pris une position de laisser-faire vis-à-vis de l'économie informelle afin d'éviter la rébellion des citoyens. Fruit des besoins des habitants,

d'une part, et de l'ignorance de l'Etat de l'autre, l'économie informelle a connu un développement rapide et une diversification de l'offre; en plus des produits basiques, il ont été vendus les vêtements, les outils, les produits ménagers, les meubles, le matériel hi-fi, etc. De manière plus ou moins organisée, les activités informelles ont pris leur place dans l'espace belgradois, notamment là où le flux de passagers est fort. Nous pouvions même définir quelques axes et espaces publics où se concentraient ces activités: le long du boulevard de la Révolution (aujourd'hui Boulevard du Roi Alexandre I), rue Knez Mihailova, au Marché aux puces à Nouveau Belgrade. Lieux publics auxquels il faut aussi ajouter certains équipements appartenant à des particuliers, telles que les comptoirs et les kiosques.

A la fin des années 1990 l'économie informelle était presque institutionnalisée, faisant une part très importante de la vie quotidienne des belgradois.

De même qu'il laissait les habitants se débrouiller par eux-mêmes grâce au marché noir, l'Etat a pris le contrôle des entreprises publiques, dont les plus grandes commencent, elles aussi, à pratiquer l'économie informelle. Dans ce cas là, il ne s'agit pas seulement "d'économie de subsistance" et d'importation illégale de produits étrangers, mais également de construction de véritables réseaux mafieux organisant les trafics d'essence et d'armes. Le phénomène du requête contre les petits commerçants était aussi très présent. L'enrichissement des individus faisant partie de la chaîne a contribué à l'approfondissement de la ségrégation sociale déjà importante.

Pour illustrer la situation économique de l'époque, nous proposons de lire les deux tableaux suivants:

Tableau 4. Produit intérieur brut en RF de Yougoslavie pour la période 1990–1995

Produit intérieur brut en US \$		
L'année	Total (en millions)	Par habitant
1990	26.590	2.530
1991	24.660	2.370
1992	18.140	1.740
1993	13.340	1.270
1994	14.570	1.390
1995	15.910	1.510

Source: Siniša TRKULJA: Le centre commercial "Piramida" à Belgrade, dossier de licence en aménagement commercial, Université Paris 1 – Sorbonne

Il faut ajouter que, à cause du taux d'inflation très élevé depuis 1993, le Dinar, la monnaie yougoslave, fut largement remplacé par le Deutsche Mark. L'Etat a mis du temps à reconnaître l'inflation réelle, laissant la même valeur au dinar pendant longtemps. Ainsi, comme les banques ne disposaient pas de devises,

Tableau 5. Le niveau de développement des communes de Belgrade en 1998 au sein de la Serbie (avec les provinces de Voïvodine et du Kosovo, ce qui fait 189 communes au total)

La commune	PIB per capita		Les employés pour 1000 habitants		Le flux d'achat per capita	
	Serbie=100	rang	Serbie=100	rang	Serbie=100	Rang
Stari grad	574,5	1	520,6	2	555,1	1
Savski Venac	559,7	2	723,8	1	412,4	2
Vracar	325,6	3	200,2	3	256,3	3
N. Belgrade	188,1	12	106,1	63	414,5	5
Palilula	186,1	13	164,9	8	120,4	16
Zemun	130,5	35	125,5	35	152,5	9
Zvezdara	85,2	103	111,2	54	151,0	10
Vozdovac	118,1	49	78,0	116	123,2	14
Cukarica	89,7	92	81,5	114	153,2	8
Rakovica	49,7	154	71,3	124	83,1	49
Obrenovac	97,6	76	88,4	103	69,9	71
Lazarevac	279,2	4	173,5	6	96,7	36
Mladenovac	95,4	81	104,6	69	94,8	38
Barajevo	54,6	141	66,1	134	87,9	41
Grocka	78,5	115	47,5	152	44,2	129
Sopot	92,1	88	93,9	93	65,3	82

Source: Les communes en Serbie en 1999, l'Institut de statistiques de la République de Serbie, Belgrade, 1999

elles ne pouvaient donc effectuer que leur rachat selon un cours très inconvenient favorisant ainsi un échange informel dans les rues de Belgrade.

La situation sociale

Fruit de la mauvaise situation économique, les années 1990 se caractérisent surtout par une ségrégation sociale accélérée et très importante. Tout niveau d'instruction confondu et quelque soit le poste occupé, en 1994, 90% de la population vie au-dessous du seuil de pauvreté. Les classes moyennes disparaissent, ne subsiste alors qu'un petit nombre de nouveaux riches profitant largement d'une classe pauvre très importante. Une telle situation peut s'expliquer, par un taux de chômage très important, dont les statistiques officielles rendent compte. Sur les trois années retenues, le nombre de salariés était le suivant:

Тијана Живановић, Дејан Ђорђевић

L'année	Nombre de salariés
1991	711.699
1993	499.112
1998	438.256

Mais en 1998 il y avait 102.817 chômeurs déclarés (61% déclarés pour la première fois).

Du fait de l'héritage du système précédant, les secteurs de la santé, de l'éducation, de la culture, etc., sont propriété d'Etat. Ils ont tous connu une très importante dégradation à tous les niveaux: manque d'outils, de matériaux, de moyens financiers, déficit en approvisionnement énergétique. Dans les hôpitaux cette situation critique se manifeste par le manque de médicaments, mais aussi d'outils de base comme les draps, le coton, les aiguilles, les matériels pour la stérilisation et l'entretien... Le système éducatif a aussi connu les mêmes difficultés auxquelles se sont ajoutées la baisse des critères pour l'inscription dans les institutions scolaires et le taux de réussite de fin d'année, provoquant une situation contradictoire: d'une part, le nombre d'étudiants augmente; d'autre part, la capacité d'accueil des établissements n'est pas même suffisante pour le nombre d'étudiants de la période précédente! Les institutions culturelles, elle aussi, fonctionnent dans des conditions difficiles; en plus de moyens insuffisants elles ont aussi été marginalisées, la culture n'étant pas la priorité en cette période de crise.

Les difficultés décrites ont également provoqué une crise de confiance très importante. Les salaires irréguliers, les difficiles conditions de travail et la crise totale de la société ont complètement démotivé aussi bien les professionnels que les usagers des services publics. Le secteur privé en création est toujours très cher et très limité en capacité, il ne peut d'ailleurs pas remplacer le secteur public. Seul le milieu culturel a réussi, quand même, à faire face et à s'adapter à la nouvelle réalité en faisant souvent appel au bénévolat ou en s'accommodant de très faibles rémunérations.

Les logements

Dans les années 1990, le secteur du logement a vécu beaucoup de changements et notamment le changement du statut de la propriété. La privatisation maladroite en cours et les faibles budgets de l'Etat et des entreprises ont créé une situation ambiguë. Le passage de la plupart des logements publics vers le secteur privé, en offrant à leurs locataires de les acheter pour un prix beaucoup plus bas que leur valeur réelle (par exemple, 38 Euros pour un mètre carré) et selon des critères indéfinis a, bien entendu, ouvert la porte à de nombreuses spéculations foncières, qui permirent à des fonctionnaires du régime de racheter des grandes villas et d'entretenir le clientélisme sur le marché du logement. Toutefois, ce processus a permis à de nombreux locataires de devenir propriétaires et de se présenter ainsi sur le marché.

Le rachat des logements a joué un rôle très important au cours de la dernière décennie, car, comme l'économie parallèle, cela a permis à certains belgradois de survivre, en louant le logement qu'ils avaient acquis, en le vendant ou en l'échangeant contre un autre. Même si ce sont des démarches tout à fait naturelles, légitimes, il faut tenir compte du fait qu'à Belgrade elles se faisaient hors du cadre législatif. L'absence d'un système juridique efficace et d'une bonne politique des impôts ont, quand même, quelques avantages dans le cas yougoslave. S'ils avaient été obligés de payer les impôts, les bailleurs auraient été obligés d'augmenter les loyers et de perdre ainsi un bon nombre de locataires n'ayant pas les moyens de s'adapter à de nouveaux prix; ou alors, ils auraient dû accepter de recevoir moins, ce qui aurait pu mettre en jeu leur propre existence. De plus, si le système des impôts avait été plus rigoureux, l'argent aurait fini dans les poches du régime. C'est difficile de croire que le pouvoir politique de l'époque ne s'est pas rendu compte de cette opportunité; il a dû, donc, décider de fermer les yeux pour les mêmes raisons que dans le cas de l'économie informelle, c'est-à-dire afin de maintenir la paix sociale.

Quant aux baux, ils ne sont pas déclarés auprès du Service des impôts. Le loyer varie surtout selon la localité mais aussi selon le confort. Les loyers les plus chers sont dans le centre ville. Si on les compare avec la valeur réelle ou avec les loyers dans les autres métropoles, ils sont assez bas – pour un studio dans le centre ville, par exemple, il faut compter sur environ 120 Euros par mois. Mais comme le salaire moyen était inférieur à 800 Euros, ces loyers restaient très chers pour les belgradois.

En résumé, nous avons donc des bailleurs qui essayent de s'en sortir et des locataires qui ont une possibilité d'accéder au logement mais qui très souvent ont du mal à payer le loyer.

La valeur moyenne du mètre carré à Belgrade est de 600 Euros environ. La vente et l'échange des logements passent par le Service des impôts, mais, pour éviter les taxes prescrites selon la valeur des biens, très souvent le montant des transactions déclarées est inférieur à son montant réel. La transaction directe se fait en espèce et en Deutsche Mark, plus rarement en dollars ou en Francs suisses. Par contre, dans les contrats officiels les actes figurent en Dinars. Ceci est important pour comprendre que, en fonction du taux d'inflation, les taxes et les charges liées au transfère des biens peuvent apparaître inférieures lors de l'achat à ce qu'elles étaient au moment de la signature du contrat.

Outre les aspects législatifs, un autre phénomène émerge des affaires de vente et d'échange: le nombre de citoyens appauvris vendant leurs biens pour accéder à des logements moins chers est très important. Il s'agit aussi bien de propriétaires d'appartements dans les logements collectifs ou dans des immeubles anciens, que de propriétaires de maisons familiales habitant les quartiers résidentiels. En l'absence de moyens de subsistance et pour entretenir leurs logements (notamment les maisons familiales qui exigent beaucoup d'investissements et

qui, en règle générale, ne bénéficient pas des services communs tels que le chauffage et les charges collectives), les propriétaires sont obligés de vendre leurs immobiliers et de déménager dans des logements moins confortables et/ou dans des localités moins attractives. On assiste ainsi à une ségrégation spatiale, où les nouveaux riches pénètrent le centre-ville et ses alentours et les couches appauvries partent vers la périphérie.

La crise économique n'a pas nécessairement entraîné une diminution de la construction. Ce qui a changé c'est les rapports entre les initiatives privées et les initiatives publiques ainsi que la proportion de logements collectifs par rapport aux logements individuels. Les principaux entrepreneurs des années 1990 sont les nouveaux riches et quelques entreprises en partie ou entièrement privées, qui investissent plutôt dans la construction de logements individuels, d'immeubles de petite taille ou dans la surélévation des immeubles déjà existants.

La construction illégale

L'absence d'efficacité législative a continué à encourager la construction illégale. Dans la période 1975–1997, l'Institut d'Urbanisme de la ville de Belgrade a fait plusieurs études sur ce phénomène; voici ses conclusions:

Tableau 6. – La construction illégale à Belgrade pour la période 1975–1997

L'année	Les maisons	Les maisons de repos	Autres constructions	Total
1975	17.903	1.062	12.192	30.527
1988	31.433	3.353	38.169	72.955
1995	33.594	3.351	39.754	76.669
1997	37.425	3.357	43.290	84.072

Sources: Zoran ŽEGARAC: *Illegal construction in Belgrade and the prospects for urban development planning*, Cities, Vol. 16, No. 5, Elsevier Science Ltd., Great Britain, 1990 et Sreten VUJOVIC: *Ljudi i gradovi*, Mediteran, Budva, 1990

Les études pour les années 1995 et 1997 restent incomplètes. Elles correspondent à une période dynamique pour la construction illégale. Ainsi on estime que le nombre d'installations chiffré dans le tableau ne représente que 50/70% de la situation réelle.

L'augmentation de la construction illégale en périphérie de Belgrade se caractérise par l'usurpation de terres cultivables, la destruction du milieu naturel, la construction sur les terrains d'intérêts publics (axes de transport et d'infrastructure), l'absence de l'eau et de canalisation, la construction sur les terrains géologiquement instables ou inondables, l'absence de services et d'équipements publics, ... De plus, les années 1990 sont marquées par la

construction "sauvage" dans la ville même. Il s'agit notamment de deux types d'installations: les installations permanentes et les installations temporaires.

La construction des installations permanentes comprend la construction ou réadaptation des maisons familiales et la surélévation des immeubles. Même si la plupart de ces constructions se trouvent dans les zones dotées d'un POS (Plan d'occupation du sol), et même si la plupart des entrepreneurs disposent d'un permis de construction, l'absence de surveillance et de sanctions permettent aux constructeurs de modifier le projet d'origine (le projet pour lequel ils ont obtenu le permis) au cours des travaux. Les caractéristiques principales de ces mutations sont:

- La perte d'alignement;
- L'emplacement arbitraire de la maison sur la parcelle;
- La perte du rapport entre la taille de la maison et celle de la parcelle (Coefficient d'occupation de sol – COS en urbanisme français) au profit de la superficie construite;
- La diminution du rayon (la distance prescrite) avec des maisons voisines;
- Le non-respect du rapport avec la hauteur et l'architecture des maisons voisines;
- Le nombre d'appartements est supérieur ou inférieur à celui du projet d'origine;
- La hauteur des caves et des appartements est supérieure à la hauteur accordée dans le projet d'origine;
- Les installations souterraines ne correspondent pas aux solutions accordées;
- La construction des objets supplémentaires;
- La destruction du patrimoine.

La construction de nouvelles maisons familiales est plus fréquente que le réaménagement des maisons anciennes. Ayant déjà en tête "la maison de leurs rêves", les entrepreneurs (en règle générale ces sont les nouveaux riches) achètent les maisons familiales dans les quartiers résidentiels où ils détruisent la maison existante pour construire là leur propre. Très souvent cette démarche produit des mutations listées plus haut; de même pour le réaménagement.

Dans le cas d'immeubles, il s'agit de transformation des espaces communs en appartements, locaux, etc. et de surélévation d'immeubles. Cette dernière transformation s'effectue par l'achat du grenier et grâce à la surélévation du toit, afin de construire des appartements supplémentaires. L'aspect esthétique de cette démarche est très négatif: la partie surélevée, en général, n'a aucun rapport avec l'architecture originale de l'immeuble, puis la hauteur de l'immeuble surélevé dépasse la hauteur des immeubles voisins. De plus, les surélévations ne correspondent souvent pas aux dispositions techniques de l'immeuble, ce qui peut mettre en danger la vie de locataires.

Les installations temporaires sont les comptoirs et les kiosques qui, avec le développement de l'économie informelle, commencent à "pousser" partout dans la ville. Cela fait déjà longtemps que le nombre de ces équipements a largement dépassé une limite tolérable en occupant les espaces publics, tels que les trottoirs (souvent étroits), les places, les passages. A cause de ce phénomène, l'urbanisme des années 1990 à Belgrade est très souvent appelé "l'urbanisme kiosque" ("kiosk urbanizam"). Les kiosques sont par définition des installations de montage, en plastic, fer blanc, etc. Dans le système législatif ils sont considérés comme temporaires, mais en réalité ils sont de longue durée. Le cas le plus exemplaire est celui des kiosques dans la commune de Zemun, construits avec des matériaux solides, ils servent aussi de maisons.

La lutte contre la construction illégale et sauvage dans les années 1990 reste sans résultats. En 1994, la Municipalité de Belgrade a décidé de redéfinir ses démarches contre ce phénomène et de nombreuses photos aériennes ont été prises pour identifier les zones concernées. L'analyse des photos a montré 60 zones compactes de construction illégale, 20 groupements et un nombre de construction sauvage dans le centre ville très important. La stratégie de lutte a été basée sur le statut du terrain occupé par les constructions illégales dans le plan d'aménagement, la position de la maison par rapport aux axes de transport et aux infrastructures, la quantité et la qualité des constructions, les conditions de vie, les obstacles géologiques et autres, etc. A partir de ces données, la Municipalité a commencé à élaborer un plan d'action pour les zones les plus touchées, mais les mesures prévues ont encore traité les conséquences et non les causes. De plus, la dynamique de construction très vive ne facilite pas la mise à jour des données; en outre, les procédures administratives sont très longues, la légalisation balbutiante a encouragé les nouveaux entrepreneurs, la plupart des démolitions n'a jamais eu lieu...

Les bombardements

Après un an de tentatives avortées pour résoudre le conflit du Kosovo, la communauté internationale a décidé de bombarder la Yougoslavie. Les bombardements de l'OTAN ont duré 72 jours, du 24 mars au 10 juin 1999, au cours desquels les études des Nations Unies ont dénombré 2000 civils tués, la plupart dans la province du Kosovo. D'autres villes en Serbie et au Monténégro furent aussi largement endommagées, notamment Novi Sad, Nis, Leskovac, Krusevac, Kragujevac, Cacak, Pancevo, Podgorica, etc. Belgrade, elle aussi a vécu des moments difficiles et connu des dommages importants: 34 victimes, 4489 logements et 339 institutions (scolaires, culturelles, religieuses, d'Etat ou installations d'infrastructure) ont été détruites ou endommagées. Les bombardements se sont déroulés plutôt dans les environs de la ville sur les positions de l'armée yougoslave, mais aussi dans le périmètre urbain et le centre

Tableau 8: La répartition du budget de la Mairie de Belgrade et des mairies des communes en 1998 en mille dinars (en 1998 un franc français a été égal à 5,6 dinars)

La commune	Le budget										Répartition du budget									
	Educa-tion et culture	Sport	Info-rmation	Sécuri-té sociale	Servic-es commu-nals	Autres servic-es publics	Admini-stration de l'Etat	Activi-tés politi-que et asso-ciatives	Invest-issements hors invest. en économie	Invest-issements en économie	Interv-entions dans l'écono-mie	Obligat-ions vers les services publics	Obligat-ions de la période précédente	Réser-ve	Dotati-ons aux commu-nes	Resso-urces pour faire face aux nécessi-tés publi-ques	Resso-urces pour recon-struire aux non-re-parties	Autre		
Mairie de Belgrade	254920	237105	21085	29423	27135	101471	62925	92609	16204	13598	749703	21532	14639	9111	5260	217331	13591	3239		
Start grad	40754	70	-	300	170	150	14213	20961	687	-	-	1619	-	390	-	-	2094	100		
Savski Venac	13341	6491	-	-	15	-	2008	8941	710	-	-	42	-	134	-	-	-	-		
Vračar	12809	-	-	-	25	-	-	10472	146	-	-	-	-	128	-	1956	82	-		
N. Belgrade	15493	-	-	-	-	-	-	14946	-	-	-	-	-	128	-	-	419	-		
Palilula	17177	-	-	-	-	-	1375	13528	1842	-	-	-	-	167	-	-	265	-		
Zvezdara	14188	-	-	-	-	-	-	10883	1768	-	-	530	-	122	-	-	885	-		
Vozdovac	13653	-	-	-	-	-	-	13384	129	-	-	-	-	140	-	-	-	-		
Zemun	21925	226	-	-	1193	-	4169	16194	-	-	-	-	-	143	-	-	-	-		
Cukarica	14109	-	-	-	-	-	700	11737	911	-	-	-	-	127	-	-	599	-		
Rakovica	10188	-	-	-	-	-	-	9161	325	-	-	-	-	355	101	-	446	-		
Obrenovac	24739	93	-	311	-	7299	8556	5689	239	-	-	246	1197	75	-	1034	-			
Lazarevac	45731	-	-	-	-	30681	5393	8105	925	-	-	-	-	439	-	-	188	-		
Mladenovac	17057	85	109	146	28	-	8219	7009	194	-	-	-	1104	-	-	-	-	-		
Grocka	20293	3	8	-	62	-	8551	7842	597	-	-	-	926	203	-	1887	176	38		
Sopot	7920	100	-	-	-	-	3168	4134	21	456	-	-	-	42	-	-	-	-		
Barajevo	9081	-	-	-	-	-	-	9081	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
TOTAL COMMUNES	298453	7068	117	757	1493	38130	56352	167067	8524	455	-	2437	3582	2502	-	3843	5988	138		

Source: Les communes en Serbie en 1999, l'Institut de la statistique de la République de Serbie, Belgrade, 1999

ville où les cibles étaient les sièges de la police, de l'armée, des médias. Dans un tissu urbain dense, la destruction des logements et des infrastructures à la proximité des "cibles" était souvent la conséquence des bombardements. Les études financières des dommages restent incomplètes pour l'ensemble de l'agglomération mais, par exemple, les services publics (le service des eaux, le service de nettoyage, les transports publics, le réseau des centrales électriques) ont été endommagés pour plus de 7,7 millions de Euros.

En parlant des bombardements il ne faut pas sous-estimer leur influence sur le fonctionnement quotidien de la vie. D'un côté ils provoquent la paralysie des activités, notamment les activités économiques, éducatives, culturelles, à cause des fréquents états d'alerte. De l'autre, ils firent naître une certaine discipline de la part des habitants qui, dans la limite des dommages, bien entendu, purent faire fonctionner les services urbains mieux que dans la situation "normale". La Municipalité de Belgrade a joué un rôle très important dans cette période-là en tenant régulièrement au courant les citoyens de la situation des services, des dommages, tout en les conseillant sur tous les aspects de la situation. Toutes les équipes de la Municipalité, organisées pour réagir sur les lieux des attaques, étaient très efficaces d'assainir les conséquences.

Les blessures des bombardements sont toujours très visibles dans la ville. Très peu de reconstructions ont eu lieu, les dégâts psychologiques étant également présents.

Les acteurs

Les principaux acteurs qui gèrent l'agglomération belgradoise sont la Municipalité de Belgrade et ses services: Service de gestion des eaux, Service des affaires communales (service de nettoyage, de l'infrastructure souterraine et du bâti), Entreprise de transports en commun, Service du chauffage central, Service des voiries. Chaque commune dispose aussi d'une mairie qui est chargée des affaires locales, notamment des affaires administratives (permis de construction, transfère de propriété, etc.). Le nombre des élus locaux dépend du nombre d'habitants de la commune, la Municipalité de Belgrade ayant 110 élus. Le budget de la Municipalité de Belgrade est voté dans le Parlement de la République de Serbie, les autres sources sont les charges pour les services urbains et, à partir de 1996 et jusqu'à la fin des années 1990, la taxe municipale de 3% ayant la même application que la TVA.

Même si plusieurs élections furent organisées depuis 1991, grâce au contrôle qu'elle exerçait sur la police, l'armée, les médias et le marché, la coalition constituée du Parti Socialiste Serbe et de la Gauche yougoslave Unie a réussi à rester au pouvoir jusqu'aux élections présidentielles, législatives et municipales du 24 septembre 2000. Néanmoins, la Municipalité de Belgrade a connu le changement politique après les élections municipales du 17 décembre 1996 et

plus précisément après la reconnaissance de leurs résultats en mars 1997. Est-ce que cela veut dire que la situation à Belgrade s'est améliorée?

Avec l'arrivée de l'opposition dans la Mairie de Belgrade, la ville devient un nouveau "champs de bataille" politique entre le régime et l'opposition dont les victimes sont encore les belgradois. Le premier problème rencontré par la nouvelle équipe fut la disparition des documents concernant le budget municipal et sa gestion dans la période précédente. Ensuite, le budget voté au Parlement serbe était largement insuffisant et contrairement aux promesses préélectorales d'annuler la taxe municipale qui, dans les circonstances économiques de l'époque était un fardeau supplémentaire pour les belgradois, l'opposition a été obligée de la garder. De plus, le régime a commencé à empêcher le fonctionnement des services urbains et notamment celui de l'Entreprise de transport en commune qui fut finalement rattachée à la République durant l'été 2000. En même temps, les grosses entreprises publiques (dirigées par le régime) refusaient de payer les charges pour les services urbains, réduisant ainsi les moyens municipaux déjà limités.

D'autre part, avant d'arriver au pouvoir municipal l'opposition n'a jamais eu l'expérience de gestion de la ville. De plus, elle a aussi fait passer les intérêts politiques avant les intérêts des belgradois et à cause des disputes politiques, au sein même de l'opposition, la Municipalité redevint unipartiste.

Cette situation de crise gestionnaire et politique a, bien entendu, contribué à l'accroissement des dysfonctionnements dans l'ensemble des services urbains, laissant les habitants livrés à eux-mêmes. Ainsi, nous remarquons que les citoyens ont dû prendre en charge un certain nombre d'activités assurées d'ordinaire par les services de la Municipalité, afin de survivre. Peut-être l'exemple le plus parlant est celui du chauffage central. Le chauffage central était pendant plusieurs hivers loin de satisfaire les besoins minimaux. N'ayant pas pu assurer le chauffage central, la Municipalité n'a même pas aidé à l'approvisionnement en autres combustibles. Les habitants furent obligés de couper eux-mêmes le bois, de faire vivre le marché parallèle du feu et de l'essence ...

Bien que les initiatives individuelles n'ont pas une large visibilité, ni souvent d'utilité commune, elles ont plus tard fait naître l'idée d'un rapprochement entre l'intérêt privé et l'intérêt public. Il s'agit d'un "système" de transport en commun parallèle, privé, dont les prix sont acceptables. Le parc public a depuis 1991 diminué d'un tiers, en raison du manque de pièces et d'outils de maintenance des véhicules ou du manque des moyens financiers pour l'achat des nouveaux véhicules. Le réseau privé est constitué d'anciens véhicules achetés dans les pays occidentaux et qui furent peu après intégrés dans le réseau existant à Belgrade sur les lignes les plus fréquentées. Spontanée au début, cette initiative a aujourd'hui son syndicat qui négocie directement avec la Municipalité.

Les moyens

Du fait du manque de documentations, la question des moyens financiers pour la gestion de ville reste sans réponse sérieuse. Le tableau sur les revenus et les dépenses de la Municipalité de Belgrade et de chaque commune en 1998 peut nous donner quand même une idée sur la taille du budget municipal et ses différents investissements:

Ainsi les dépenses des communes sont surtout orientées vers l'administration, une part non négligeable étant allouée aux activités politiques et associatives. Les investissements dans le domaine économique restent quant à eux complètement insuffisants. D'autre part, le tableau montre que les compétences et les tâches de la Municipalité de Belgrade sont beaucoup plus complexes que celles des communes; la Municipalité s'investissant d'abord dans les services communaux, puis dans les activités économiques, l'éducation, l'information, la sécurité sociale etc. La logique d'une telle répartition du budget municipal peut aussi faire l'objet d'une analyse particulière, eût égard aux questions qu'elle soulève:

– Pourquoi autant d'investissement en activités économiques (30% du budget municipal) si la fonction principale de la Municipalité est d'assurer le fonctionnement des services publics, la couverture sociale, et les autres domaines d'intérêt public, notamment dans une situation particulière?

– Dans quelles activités économiques s'investit la Municipalité et avec quel intérêt?

– Pourquoi la partie de budget destinée à l'information est supérieure de celle destinée à la sécurité sociale, etc.?

Pour l'ensemble des budgets, et surtout pour les budgets communaux les dépenses administratives représentent les dépenses les plus importantes.

A part les moyens financiers, le fonctionnement de la ville nécessite également des moyens politiques: la Municipalité a largement pris la position de "laisser-faire" par rapport aux changements spontanés dans la ville. Ainsi, il y avait très peu de démarches radicales pour "libérer" les trottoirs et les autres espaces publics des comptoirs et des kiosques, ces derniers rendant des services aux habitants et représentant une nouvelle source de revenu pour la Municipalité (les taxes pour le stationnement des comptoirs et des kiosques). Le transport en commun privé rend, lui aussi, un grand service à la Municipalité, l'Entreprise de transport en commun n'ayant pas de moyens pour satisfaire les besoins.

Les modes de survie

Si on fait un bref résumé des différents aspects des dysfonctionnements décrits on peut se demander comment il était possible de survivre et de s'adapter à une telle situation? Quelques réponses furent déjà évoquées mais cela vaut la peine de faire un petit rappel tout en le complétant.

Premièrement, les années 1990 se caractérisent par une baisse du niveau de vie, et le renoncement à tout ce qui n'était pas essentiel pour survivre fut la première nécessité. Ainsi, par exemple, pour la plupart des belgradois, les activités culturelles et les loisirs sont devenus un luxe, puisque rien ne fut fait pour que les activités culturelles ne soient adaptées aux circonstances et proposées à des prix acceptables, ou même gratuitement.

Deuxièmement, les épargnes faites lors de la période précédente et la vente des biens (les voitures, les meubles, les antiquités ou les maisons) furent le moyen de palier l'absence ou l'insuffisance des revenus pour répondre aux besoins vitaux. On a déjà vu que le rôle de l'économie informelle était une des manières les plus importantes pour surmonter la crise. Elle était également bénéfique pour les commerçants et pour les clients; l'offre "officielle" étant loin de satisfaire les besoins.

Quatrièmement, étant dans l'impossibilité de prendre des vacances hors de la ville, les belgradois ont commencé à se rendre plus régulièrement dans les "oasis naturelles" de Belgrade même. Grâce à sa position géographique au bord de la rivière Sava et du Danube et à cause du manque de moyens pour "toucher" ces espaces par des projets d'aménagement, possède des plages aux abords presque sauvages, très peu aménagés. Pour les habitants de la commune de Zemun et de Nouveau Belgrade, la plage est celle du Lido, située sur la partie nord de l'île Veliko ratno ostrvo, sur le Danube. L'île est en partie soumise à la loi de protection des biens naturels, mais elle ne cesse pas d'être la cible de promoteurs qui veulent sa transformation en espace pour les sports et des loisirs avec des installations lourdes telles que des remontés mécaniques, des centres commerciaux, des restaurants, un jardin zoologique, etc. Heureusement, ce véritable laboratoire floral et zoologique n'est toujours envahi que par les amoureux du Danube qui sont satisfaits de pouvoir se rendre à la plage par les deux bateaux circulant à cet effet ou par leurs propres petits bateaux, la quasi-totalité de l'île restant majoritairement intacte.

Pour les autres belgradois, la plage la plus proche est Ada, ancienne île sur le petit bras de la Sava transformé en lac artificiel. L'espace d'Ada donnant vers "l'ancienne" Belgrade est constitué d'un petit port pour les bateaux individuels et les bateaux-restaurants ayant l'accès à la Sava, du lac artificiel avec des plages (y compris une plage naturiste) tout au long de la côte, d'un centre pour les sports nautiques et de nombreux bars et restaurants. Le côté de l'ancienne île, donnant vers Nouveau Belgrade, est réservé aux pêcheurs et aux péniches individuelles (maisons flottantes). Ada est le lieu de loisirs le plus fréquenté de la ville. Il héberge aussi des "oasis" naturels intacts. Le lac de la Sava est d'une superficie de 86 ha, il est alimenté par des eaux souterraines et contient une flore et une faune aquatiques très diversifiées.

La plus connue des forêts belgradoises est celle de Kosutnjak, située dans la commune de Cukarica. Ce grand complexe floral comprend aussi bien des sites

et des monuments historiques que des centres sportifs et une piste de ski pendant l'hiver.

Conclusion

Après avoir évoqué les différents aspects de la gestion à Belgrade avant et pendant les conflits des années 1990, on s'aperçoit que si la rupture entre temps de paix et temps de guerre est radicale, la ville continue à fonctionner mais sur des modalités différentes, ainsi la question de la production de la ville en temps de guerre reste d'actualité tout en se situant dans une dynamique spécifique, une dynamique hors normes. La ville en guerre pose tout d'abord la question de sa gestion quotidienne alors que le conflit, même s'il n'est pas éventuellement localisé dans la ville même, affecte de façon systématique et totale le fonctionnement de cette dernière. Ainsi Belgrade avant les années 1990 a connu de nombreuses phases de développement propres à la capitale d'un pays (décentralisation, métropolisation, etc.), ce développement n'est pas interrompu mais s'est dramatiquement modifié. Dans les phases d'évolution d'une ville, cette capitale est brutalement passée à côté des certains avancées technologiques, d'enjeux économiques qui interagissent avec la forme et le devenir urbain.

Aujourd'hui, après avoir vécu des changements politiques importants, nous sommes obligés de repenser les stratégies de gestion et de développement urbain ainsi que la reconstruction de la ville. Pour y parvenir, nous devons, tout d'abord nous poser la question suivante: quelle Belgrade souhaitons-nous? Ou bien, une série de questions plus précises: Quelle population souhaitons-nous y attirer? Quelle économie urbaine pouvons-nous y imaginer? Quels acteurs pouvons-nous y intégrer? Quelle est notre base réelle de départ? etc.

La question de reconstruction de la ville, dans le sens très large du terme, se pose en trois niveaux:

- La reconstruction physique de la ville (architecture, réseaux, etc.)
- Le choix des modalités du développement futur (dimension fonctionnelle)
- La dimension symbolique de la ville et l'image que l'on souhaite projeter en vue d'attirer des populations spécifiques, d'investisseurs, etc..

La complexité de la problématique nous impose encore un défi: passer d'une logique de la ville en crise vers une logique de la ville en prospérité. Les pratiques économiques et sociales se développant pendant la période des conflits ne peuvent pas être radicalement supprimées en vue d'une nouvelle stratégie de développement. De plus, elles ne sont pas toujours négatives. Dans ce sens, l'exemple du transport en commun privé nous oblige à réfléchir sur l'intégration des nouveaux acteurs et leur utilité publique.

Au centre des toutes les démarches futures se trouve, quand même, un préalable: le rétablissement du droit, d'un cadre juridique sur lequel puissent s'appuyer au quotidien les différents acteurs.

Finalement, en parlant de l'avenir de Belgrade il ne faut pas oublier son contexte régional. L'espace turbulent des Balkans nous oblige à essayer d'approprier nos démarches à une réalité souvent incertaine. Ainsi, nous sommes plutôt face à une autre question qu'à une solution proprement dite: imaginer un futur développement urbain tout en développant les stratégies contre les ruptures possibles. Même si les blessures de guerre restent visibles pendant longtemps, l'histoire nous montre que la paix toujours facilite l'oubli. Les Balkans, malheureusement, constituent un espace dans lequel l'oubli peut toujours réapparaître. Ceci dit il existe une rupture entre la nature humaine qui souhaite oublier et la nécessité de prendre les précautions.

Bibliographie

- Balland, N., Cook, A., Živanovic, T.: Ville en reconstruction: quelles problématiques, quelles démarches, quels outils spécifiques?, dossier de DEES d'urbanisme et d'aménagement du territoire, Institut français d'urbanisme, Université Paris VIII, Paris, 2001
- Dervichevitch, C.: Evolution de Belgrade, JOUVE & C1e, EDITEURS, Paris, 1939
- Djordjevic, D.: Methodes de planification d'occupation du sol, Faculté de géographie, Université de Belgrade, 1995 (en Serbe)
- Les communes en Serbie en 1999, l'Institut de statistiques de la République de Serbie, Belgrade, 1999 (en Serbe)
- Spatial plan of the Republic of Serbia, Institute of Architecture and Town Planning of Serbia, Belgrade, I.G.P. Prometej, Novi Sad, 1997
- The Demise of Serbia, Programme international du Radio Nederland réalisé par Eric Bauchemin en mars 1994
- Trkulja, S.: Le centre commercial "Piramida" à Belgrade, dossier de licence en aménagement commercial, Université Paris I – Sorbonne, Paris, 2000
- Vujovic, B.: Belgrade dans le passé et présent, Maison d'édition "Draganić", Belgrade, 1994 (en Serbe)
- Vujovic, S.: Le peuple et les villes, Mediteran, Budva, 1990 (en Serbe)
- Žegarac, Z., Arsic, V.: Programme de mise en œuvre des infrastructures publics, Institut d'urbanisme de Belgrade, Belgrade, 1999 (en Serbe)
- Žegarac, Z.: Illegal construction in Belgrade and the prospects for urban development planning, Cities, Flight. 16, No. 5, Elsevier Science Ltd., Great Britain, 1990
- Živanovic, T.: Les changements du cadre de vie et la gestion de la ville de Belgrade, Prostor, Faculté de géographie de l'Université de Belgrade, Belgrade, 2001

Тијана Живановић
Дејан Ђорђевић

УПРАВЉАЊЕ ГРАДОВИМА У КРИЗИ – БЕОГРАД 90-их ГОДИНА ХХ ВЕКА
– ДЕМОГРАФСКА И СОЦИОЕКОНОМСКА СТУДИЈА –

Резиме

У 90-им годинама ХХ века су политичке, економске, културне и институционалне промене у процесу транзиције у средње и источноевропским државама, као и процес глобализације и прикључивања ЕУ, довели до веће конкурентности између градова и регија. Највидљивији просторни ефекат глобализације је (поновни) раст великих метрополитанских подручја, посебно државних престоница, као *a priori* локација и центара основних друштвених активности. Без обзира на присутне структурне и материјалне разлике између средњеевропских и западноевропских држава догађа се да се некадашње социјалистичке државе постале под утицајем процеса глобализације и продора капитала нове чланице различитих европских мрежа, што доводи до промена у организацији њиховог урбаног простора. Укратко, те државе, међу којима је и Србија, су укључене (хтеле то или не) у процес глобалне конкуренције, у коме морају да покушају да изборе што бољи положај на европском и светском тржишту. Посебну улогу, место, значај и положај имају државне престонице и велики регионални центри, који се морају борити са осталим европским градовима за нове инвестиције, производне и услужне делатности, као и нова радна места.

Назадовање Србије крајем ХХ века је имало озбиљне последице на развој Београда, некадашњег главног града Југославије. Обзиром на положај, значај и величину Београда у европским оквирима потребно је редефинисати улогу града у односу на европско, национално и регионално залеђе, са општим циљем повећања међународне конкурентности и побољшања квалитета живљења локалног становништва. Израда развојне стратегије представља основни развојни метод и инструмент промоције града ("интернационализације"), као и урбане обнове. Класични урбанистички и просторни план све се више замењује "стратешким планирањем". У тржишној утакмици између регија и градова све је значајнија ефикасност државне и локалних управа, административних поступака, заштите јавног интереса и сл. За остварење стратешких циљева потребни су ефикасни инструменти, сарадња различитих актера, али и инвестиције јавног и приватног сектора.

Године 1991. Београд је на карти Европе био представљен као град престоница СФР Југославије са више од 20 милиона становника. Данас има нижи ранг у југоисточној Европи (Балкану) од Будимпеште, Букурешта и Софије, односно као Љубљана, Загреб, Скопље, Тирана, или Солун. У последњих 15 година Београд је изгубио много од своје некадашње привредне моћи и урбаног идентитета. Данас се београдска метрополитанска регија после дугог развојног дисконтинуитета суочава са озбиљним интраурбаним проблемима. Видљиво је слабљење и назадовање свих виталних система града, пропадање градског ткива и инфраструктурних система, као и озбиљна угроженост привредне, социјалне, природне и културне супстанце целе регије.

Упркос изради стратешких развојних и планских докумената попут Генералног плана (2002) и Регионалног плана административног подручја Београда (2003), потребно је даље дорадити инструменте, мере и политике планирања и развоја, јер су промене у статусу и значају Београда недопустиво споре, посебно имајући у виду велике градове у окружењу. Београд је на добром путу да изгуби и трку са Солуном или Загребом, што би имало несагледиве последице по укупан развој не само града, већ и Србије у целини.

Полазећи, дакле, од тезе да социјална, демографска и економска криза у Београду и Србији ни издалека није превазиђена, као и да су речени стратешки планови претерано оптимистични, сматрали смо да је потребно још једном осврнути се на узроке исте и последице које је она имала по становништво и начин управљања градом. Иако корени проблема сежу даље у прошлост, студија је фокусирана на најкритичнији период – од 1990. до 2000. године, узимајући у обзир и последице бомбардовања Београда од стране НАТО-а 1999. године. Потпуно нова идеологија управљања (Београдом), налаз је аутора, највише је концентрисана на суочавање са новим изазовима који су наметнути владавином тржишних принципа и стратешким курсом приближавања Европској унији, занемарујући често свој основни задатак: санирање тешке социјалне, економске и демографске ситуације у Београду. Декларативно, свака стратешка студија развоја града спомиње период кризе, али се мало планских решења бави питањима консолидације, што ће неминовно, пре или касније, довести до ситуације да се развојна решења једноставно неће моћи применити док се не реше нагомилане друштвене тензије. При томе, ниједан транзициони модел других великих градова ван Србије није могуће преузети, јер ниједан од њих није био бомбардован нити је прошао кроз кризу сличних размера.